



**Samedi 20 JUIN**

**JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS**

**Rassemblement Tarbes place de Verdun à 17h30**

**Apportez une valise**

**Édifions ensemble une pyramide**

**Pour symboliser la nécessité pour les migrants de pouvoir « poser leurs valises ».**

**Les membres des États Généraux des Migrations des Hautes-Pyrénées** dénoncent et rappellent le sort réservé à des millions de femmes, d'enfants et d'hommes partout dans le monde et plus particulièrement dans notre pays.

20 années après le décret par résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, cette journée Mondiale des Réfugiés est l'occasion d'exprimer un soutien, un hommage à toutes celles et ceux qui sont contraints de fuir leur pays pour échapper à la guerre, aux violences et aux persécutions de toutes sortes (ethniques, religieuses, politiques...), aux catastrophes naturelles (géologiques ou climatiques) ou tout simplement à l'extrême misère et à la faim.

Lors de la célébration du 20 juin 2017, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres nous invitait non pas « à partager un fardeau » mais rappelait que nous avons « à partager une responsabilité mondiale ».

Et partager cette responsabilité serait dans un premier temps respecter et appliquer les textes qui régissent le droit international et en premier lieu la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, dont la France est signataire, et qui spécifie, dans son article 13, « Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État » et « Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ».

Car circuler librement est un droit fondamental, droit pourtant bafoué par l'Europe, une forteresse Europe protégée par Frontex qui empêche par ses murs, et à grands frais (320 millions d'Euros en 2018 soit le premier budget des agences européennes mais surtout un prévisionnel de 11,3 milliards d'euros pour la prochaine période budgétaire de l'UE, de 2021 à 2027), l'accès au territoire européen, et pourtant lors de sa campagne E. Macron disait « le devoir de l'Europe est d'offrir l'asile à ceux qui sont persécutés et demandent sa protection »

Aujourd'hui, nous ne pouvons que faire un constat de l'indignité, de l'inhumanité subie par des enfants, femmes et hommes aux portes de l'Europe : « hot spots » italiens (Lampedusa) ou Grecs (Lesbos : capacité d'accueil 3000 personnes, les réfugiés y sont plus de 20 000), réfugiés bloqués en Turquie, un pays qui accueille plus de 3,5 millions de réfugiés, souvent entassés dans des conditions indignes...etc... Et il en est ainsi dans tous les camps du monde, tout comme en France à Calais, à Paris ou même dans les squats Toulousains.

Autre constat inquiétant, un nombre de déplacés qui a doublé en 10 ans et dont les pays riches portent en grande partie la responsabilité : en 2019 le nombre de migrants dans le monde est d'environ de 272 millions soit 51 millions de plus qu'en 2010 – ce nombre de déplacés est en constante évolution, plus de 70 millions en 2019, des déracinés dont 80 % vivent dans les pays les plus proches de leur pays d'origine, 1 personne est déracinée toutes les 2 secondes en raison des conflits, persécutions ou conséquences climatiques.

D'autres chiffres : en 2020, près de 60 % des réfugiés viennent de trois pays en guerre Syrie-Afghanistan-Soudan du sud et en Amérique du sud, suite aux troubles au Venezuela, en quelques mois ce sont plus de 350 000 personnes qui ont fui et on en prévoit 5 millions !

Alors, au moment où notre pays se remet des effets de la crise, nous ne devons pas oublier celles et ceux qui sont les plus pauvres parmi les pauvres, les plus fragiles parmi les plus fragiles, **les enfants** qui se retrouvent ballottés dans ce monde hostile, parfois seuls, sans leurs parents (plus de 300 mineurs non accompagnés passent annuellement par notre département) et notre devoir est de leur offrir réconfort et espoir en un avenir plus humain.

**Avec toutes les associations qui œuvrent à l'accompagnement des réfugiés, nous demandons à l'État français d'assumer ses responsabilités et de régulariser tous les sans-papiers de notre territoire avec une urgence absolue pour les familles, les mineurs non accompagnés et les jeunes majeurs.**

***Les membres des EGM 65 : Amnesty International, Réseau Éducation Sans Frontières (des citoyen.ne.s + Attac, la Cimade, Ligue des Droits de l'Homme, CFDT, CGT, FSU, Solidaires, EELV, Ensemble !, Génération.s, LFI, PCF, PS), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, Secours catholique-Caritas.***

*Imprimé par nos soins – Ne pas jeter sur la voie publique.*